

|  |
| --- |
| **APPEL À PROJETS** |
| **AIDE ALIMENTAIRE**  **2024-2027** |

**DATE LIMITE DE DÉPÔT DE DOSSIER :**

**28/02/2024**

|  |
| --- |
| Dépôt des dossiers sur la plateforme dématérialisée de gestion des subventions :  https://subventions.departement13.fr  avant le 28/02/2024 23h59 |

* **PRÉSENTATION**

Dans un contexte de précarisation et de paupérisation croissantes, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône doit faire face aux besoins croissants des populations en situation de vulnérabilité dont l’accès à une alimentation saine et équilibrée n’est pas assuré.

De plus, les crises successives ont impacté fortement l’accès à une alimentation variée pour une part croissante de la population qui auparavant s’approvisionnait en denrées alimentaires dans les circuits ordinaires.

Assurer une sécurité alimentaire, lutter contre les inégalités sociales d’accès à l’alimentation, en matière de nutrition et de santé, est un axe fort pour le Département et l’ensemble des acteurs œuvrant en la matière, a fortiori durant la période de crise sanitaire.

Cela implique de construire des réponses plus adaptées ciblées sur certains territoires cumulant les critères de vulnérabilité.

Aussi, il s’agit de renouveler l’approche et l’intervention en matière d’aide alimentaire par la promotion de projets innovants, visant, à proposer une offre d’aide alimentaire privilégiant l’accès aux produits frais, ainsi qu’un accompagnement social destiné à favoriser l’accès aux droits et à une insertion sociale des populations. Les projets devront se situer sur les zones ciblées.

L’objectif pour l’année 2024 est donc d’apporter un soutien à la création d’une offre de distribution d’aide alimentaire et/ou à des structures offrant une alimentation variée à des publics en difficulté. Les territoires identifiés comme cumulant plusieurs facteurs de vulnérabilité et une présence faible de lieux de distribution d’aide alimentaire seront priorisés par le comité de sélection.

* **OBJECTIFS RECHERCHÉS**
* Apporter une réponse immédiate et adaptée aux besoins alimentaires essentiels des personnes en situation de précarité par le soutien à la constitution et la distribution de denrées alimentaires aux plus démunis ;
* Assurer une aide matérielle diversifiée et spécialisée par le biais des structures habilitées à la distribution d’aides alimentaires ;
* Accompagner socialement les publics utilisateurs en favorisant l’accès aux droits et l’accès à une insertion sociale;
* Soutenir le développement d’initiatives innovantes (épicerie sociale, restauration sociale…) en encourageant la coopération de tous les acteurs œuvrant dans ce domaine ;
* BÉNÉFICIAIRES
* Organismes publics ou privés à but non lucratif dotés de la personnalité morale et ayant statutairement pour objet la prévention et la lutte contre les exclusions ;
* Etablissements publics.
* CRITÈRES DE SÉLECTION
* Garanties professionnelles et financières :
* Moyens humains dédiés et mobilisés (conseillère en économie sociale et familiale, partenaires) ;
* Locaux adaptés à l’activité ;
* Capacité de stockage de produits frais ;
* Période d’ouverture de la structure (nombre de mois par an, nombre de jours par mois et amplitude horaire), modalités d’organisation et de distribution de l’offre.
* Mobilisation de co-financements ;
* Implantation et rayonnement territorial : couverture des territoires urbains, péri-urbains, ruraux et difficilement accessibles, en précisant les modalités d’intervention ; Couverture de territoires présentant peu ou pas de lieux de distribution d’aide alimentaire.
* Mutualisation d’actions, de moyens, et partage d’informations avec les structures œuvrant dans le même domaine sur le territoire ;
* Mobilisation du bénévolat ;
* Capacité d’accueil et d’orientation des publics vers les services pouvant répondre à leurs difficultés ;
* Capacité à accompagner les publics vers une insertion sociale
* Capacité à favoriser une alimentation de qualité par la distribution de produits alimentaires en circuit court, de produits d’hygiène et d’entretien ;
* Valeur moyenne du colis ;
* Mise en place d’ateliers d’information, de sensibilisation et d’échanges autour des thèmes tels que la santé, l’équilibre alimentaire, la citoyenneté, la solidarité ;
* Favoriser les initiatives innovantes, alliant la lutte contre le gaspillage alimentaire et l’aide aux personnes démunies ;
* Publics ciblés ;
* DÉPENSES ÉLIGIBLES
* Charges liées à la constitution et à la distribution des colis ;
* Charges liées au fonctionnement du lieu.
* TAUX D’INTERVENTION

Jusqu’à 80% du coût global des dépenses éligibles au regard des critères et dans la limite de l’enveloppe financière affectée.

* EVALUATION ET MODALITES DE FINANCEMENT DU PROJET

Soucieux de doter les acteurs de l’aide alimentaire des moyens nécessaires à l’implantation et au développement des actions qu’ils portent au sein de leurs territoires et de sécuriser leur action dans la durée, le Département des Bouches-du-Rhône fait évoluer son appel à projets en soutenant les projets sélectionnés sur une période de 36 mois (3 ans).

Le subventionnement des structures retenues sera conditionné à la signature d’une convention pluriannuelle de subvention de projet, préalablement établie par le Département. Cette convention pluriannuelle prévoira notamment :

* Un versement d’une somme équivalente chaque année mais pour les années 2 et 3, un conditionnement du versement à décision de la Commission permanente du Département.
* La première année, un versement dans les 60 jours suivant la notification de la convention préalablement signée par les deux parties
* Les deux années suivantes, un versement dans les 60 jours suivant la notification de la délibération de la Commission permanente.
* Pour toute subvention annuelle d’un montant supérieur ou égal à 150 000 €, un versement fractionné comme suit :
  + 80% du montant de la subvention dans les 60 jours après notification de la convention préalablement signée par les deux parties
  + Le solde de 20% sera versé après transmission et vérification du compte-rendu intermédiaire de gestion de la subvention, dument rempli par l’association
* Les versements seront effectués sous réserve de la fourniture des justificatifs requis par l’administration en matière de subvention, via la plateforme dématérialisée de gestion des subventions.
* Pendant et au terme de la convention, la structure devra s'engager à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre du contrôle des subventions par l’administration.
* PROCESSUS D’ÉVALUATION ET DE SÉLECTION DES DOSSIERS

Le suivi et l’instruction des dossiers seront faits par la Direction des territoires et de l’action sociale.

Une Commission de sélection procédera à l’analyse des projets.

* CALENDRIER DE L’APPEL À PROJETS

|  |  |
| --- | --- |
| **Lancement de l’AAP** | **10 JANVIER 2024** |
| **DATE LIMITE DE REMISE DES PROJETS** | **28 FEVRIER 2024** |
| **Commission de sélection technique des dossiers** | **AVRIL 2024** |
| **Vote de l’attribution de subvention** *(indicatif)* | **JUIN 2024** |
| **Démarrage des projets** | **OCTOBRE 2024** |

* **MODALITÉS DE DÉPÔT (A LIRE AVEC ATTENTION)**

Le porteur de projet déposera son projet **avant le 28/02/2024 23h59** :

* Sur la plateforme dématérialisée de gestion de subvention :
* [**https://subventions.departement13.fr~~/~~**](https://subventions.departement13.fr/sub/login-tiers.sub)
* Le projet aura obligatoirement comme intitulé « **DITASAAP**: xxxxxx » (mettre le sigle **DITASAAP** avant le titre du projet) ; Cet intitulé permet d’accéder à votre dossier sur la plateforme dématérialisée.
* Le dossier sera complété lors de son enregistrement par le document spécifique suivants ainsi que **des pièces obligatoires** :
* **Fiche synthèse du projet complétée comprenant le budget prévisionnel de l’action ;**

**TRES IMPORTANT** **: Une fois le dossier déposé sur la plateforme, merci d’envoyer  
un mail informant du dépôt effectué sur la plateforme dans le cadre de l’appel à projets sur l’aide alimentaire à l’adresse suivante:**

* [**ditas.aidealim@departement13.fr**](mailto:ditas.aidealim@departement13.fr)
* **Le dossier devra être complet au 28/02/2024 afin d’être examiné.**
* **PIÈCES OBLIGATOIRES A FOURNIR**

Les pièces complémentaires produites par le porteur doivent être associées au présent dossier :

* L’habilitation pour l’année 2024 de l’association à recevoir des aides publiques destinées à la mise en œuvre de l’aide alimentaire conformément au code de l’action sociale et des familles ;
* Les structures ayant déjà bénéficié d’une subvention dans le cadre de l’AAP 2023 devront fournir un compte rendu financier (CERFA numéro 15059\*02), ou, à défaut, un compte rendu intermédiaire de gestion *(formulaire dédié disponible sur la plateforme dématérialisée de dépôt des demandes de subvention, rubrique « Ressources »).*

**Le service instructeur se réserve le droit de demander toute pièce nécessaire à l’instruction du dossier.**

* **CONTACTS**

**Conseil départemental des Bouches-du-Rhône**

**Direction des territoires et de l’action sociale**

**Direction adjointe de l’action sociale**

**21, boulevard Mirabeau – CS 90682**

**13331 MARSEILLE CEDEX 03**

**DITAS-CATIS : 04.13.31.11.67 et 04.13.31.30.60**

## FICHE SYNTHESE DU PROJET 2024-2027

|  |
| --- |
| **PORTEUR DU PROJET :**   **Nom de l’organisme :**   **Représentant légal :**   **Adresse :**   **Téléphone :**   **Courriel :**   **Objectifs généraux de l’organisme :**   **Statut de l’organisme :**  Association :  Autre :  Activité :  Code NAF :   **Type d’agrément :**  (Date de l’agrément et lieu d’enregistrement)  **Numéro Siret :**  **Personne en charge du projet :**  Nom, prénom :  Fonction :  Téléphone :  Courriel : |
| **INTITULE DU PROJET :** |
| **DESCRIPTIF SYNTHETIQUE DU PROJET :**  **(15 lignes maximum).** |

|  |
| --- |
| **THEMATIQUE(S) CIBLEE(S) PAR L’APPEL A PROJETS :** |
| **TERRITOIRE DE L’ACTION :**  **Site de réalisation du projet :**  ☐  **Périmètre géographique d’intervention** : ………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………… |
| **PUBLIC(S) CONCERNE(S) :**  ☐ |
| **MOYENS MIS EN OEUVRE :**   Locaux :   Matériel :   Accueil/accompagnement des populations (préciser les partenaires) :   Personnel dédié au projet : (joindre liste précisant qualification, statut, rémunération, fonction/tâches et durée hebdomadaire de travail dédiés à l’action)   Rayonnement géographique :   Lieu de réalisation de l’action (coordonnées) :  Projet itinérants : préciser  **BILAN ET SUIVI DES BÉNÉFICIAIRES**   Précisez les modalités de bilan et de suivi des bénéficiaires (méthodologie, indicateurs…) en fin d’action (par type de projet : distribution de colis alimentaires / épicerie sociale / restauration sociale / projets coopératifs / diagnostics, études…) :   Résultats attendus et indicateurs de mise en œuvre :  **NOMBRE DE BENEFICIAIRES ENVISAGES PAR MOIS :** |
| **COÛT GLOBAL DU PROJET SUR 36 MOIS :** |
| **MONTANT DE LA DEMANDE DE SUBVENTION SUR 36 MOIS** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION SUR 12 MOIS** *(ce montant devra être le même sur les 3 exercices)***:** |

## BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET du 01/10/2024 au 30/09/2027

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *CHARGES* | **Montant du 01/10/2024 au 30/09/2025** | | **Montant du 01/10/2025 au 30/09/2026** | **Montant du 01/10/2026 au 30/09/2027** | *PRODUITS* | **Montant du 01/10/2024 au 30/09/2025** | **Montant du 01/10/2025 au 30/09/2026** | **Montant du 01/10/2026 au 30/09/2027** |
| CHARGES DIRECTES | | |  |  | RESSOURCES DIRECTES | |  |  |
| **60 – Achats** |  | |  |  | **70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services** |  |  |  |
| Prestations de services |  | |  |  |  |  |  |  |
| Achats matières et fournitures |  | |  |  | **74- Subventions d’exploitation** |  |  |  |
| Autres fournitures |  | |  |  | État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) |  |  |  |
| **61 - Services extérieurs** |  | |  |  | - |  |  |  |
| Locations |  | |  |  | - |  |  |  |
| Entretien et réparation |  | |  |  | Région(s) : |  |  |  |
| Assurance |  | |  |  | - |  |  |  |
| Documentation |  | |  |  | Département(s) : |  |  |  |
|  |  | |  |  | - |  |  |  |
| **62 - Autres services extérieurs** |  | |  |  | Intercommunalité(s) : EPCI[[1]](#footnote-1) |  |  |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires |  | |  |  | - |  |  |  |
| Publicité, publication |  | |  |  | Commune(s) : |  |  |  |
| Déplacements, missions |  | |  |  | - |  |  |  |
| Services bancaires, autres |  | |  |  |  |  |  |  |
|  |  | |  |  | Organismes sociaux (détailler) : |  |  |  |
| **63 - Impôts et taxes** |  | |  |  | - |  |  |  |
| Impôts et taxes sur rémunération, |  | |  |  | Fonds européens |  |  |  |
| Autres impôts et taxes |  | |  |  | - |  |  |  |
| **64- Charges de personnel** |  | |  |  | L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-) |  |  |  |
| Rémunération des personnels |  | |  |  | Autres établissements publics |  |  |  |
| Charges sociales |  | |  |  |  |  |  |  |
| Autres charges de personnel |  | |  |  | **75 - Autres produits de gestion courante** |  |  |  |
| **65- Autres charges de gestion courante** |  | |  |  | Dont cotisations, dons manuels ou legs |  |  |  |
|  |  | |  |  | Aides privées |  |  |  |
| **66- Charges financières** |  | |  |  | **76 - Produits financiers** |  |  |  |
| **67- Charges exceptionnelles** |  | |  |  | **77- produits exceptionnels** |  |  |  |
| **68- Dotation aux amortissements** |  | |  |  | **78 – Reprises sur amortissements et provisions** |  |  |  |
| **CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES** | | |  |  | **RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES** | |  |  |
| **Charges fixes de fonctionnement** |  | |  |  |  |  |  |  |
| **Frais financiers** |  | |  |  |  |  |  |  |
| **Autres** |  | |  |  |  |  |  |  |
| TOTAL DES CHARGES |  | |  |  | TOTAL DES PRODUITS |  |  |  |
|  | |  | | **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES** | | |  |  |
| **86- Emplois des contributions volontaires en nature** |  | |  |  | **87 - Contributions volontaires en nature** |  |  |  |
| 860- Secours en nature |  | |  |  | 870- Bénévolat |  |  |  |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services |  | |  |  | 871- Prestations en nature |  |  |  |
| 862- Prestations |  | |  |  |  |  |  |  |
| 864- Personnel bénévole |  | |  |  | 875- Dons en nature |  |  |  |
| **TOTAL** |  | |  |  | **TOTAL** |  |  |  |
|  | |  | | **La subvention de…………EUR représente ………….…% du total des produits :**  (montant attribué/total des produits) x 100. | | |  |  |

## ENGAGEMENT

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| JE SOUSSIGNÉ(E), | | | |
| PRÉNOM : |  | NOM : |  |
| PRESIDENT(E) / DIRECTEUR DE : |  | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | |  | certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, | |  | m'engage à mettre en place le projet ici détaillé | |  | m'engage, en cas d'avis favorable, à informer le CD 13 de l'avancée du projet. | | SIGNATURE DU/DE LA PRESIDENT(E) / DIRECTEUR(TRICE)  OBLIGATOIRE  APPOSER LE CACHET ICI ▲ |  |  |

1. Catégories d’établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d’agglomération ; communauté urbaine. [↑](#footnote-ref-1)